

UN PARRAIN CONTRE LE KREMLIN

## Boris Berezovski, le receleur



Boris Berezovski s'est forgé dans les médias occidentaux une image d'un homme d'affaires libéral persécuté par l'autoritaire Vladimir Poutine. Cependant, il ne doit pas sa fortune à ses capacités de manager. Avec douze autres oligarques et l'aide des États-Unis, il s'est approprié les ressources de l'URSS. Il n'a pas créé de richesses dans son pays, mais il en a extrait des capitaux qu'il a déplacés à l'Ouest. Pour se tailler la part du lion, il n'a pas hésité à faire alliance avec la Fraternité de Solntsevo, une organisation mafieuse russe, et avec des gangs tchétchènes. Ce qui l'a conduit à saboter le règlement de la paix en Tchétchénie.

page 2

### Illusoire démocratie en Irak

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Francis Fukuyama

souligne que la question principale en Irak n'est pas le transfert de souveraineté, mais les élections qui suivront. Ce qui revient à reconnaître que le problème n'est pas de se défaire du pouvoir, mais de savoir à qui le remettre indépendamment de la volonté du peuple irakien. Pour Noam Chomsky il est évident que Washington ne se préoccupe pas des dégâts provoqués ou de la démocratie, mais uniquement du contrôle des ressources.

page 9

REPÈRE : 27 AVRIL 1848

### Victor Schoelcher abolit l'esclavage

Jeune alsacien, fils d'industriel, Victor Schoelcher découvre l'esclavage au cours de ses voyages d'affaires dans les Caraïbes et aux États-Unis. Républicain convaincu, il se lance dans la lutte politique contre l'esclavage et pour l'abolition de la peine de mort. La Révolution de 1848 le nomme ministre des Colonies. Il rédige immédiatement le décret d'abolition de l'esclavage qui sera signé le 27 avril 1848. Il ne s'accompagne pas d'indemnités individuelles -ni des esclaves, ni des propriétaires- mais d'une indemnisation des colonies pour les aider à adapter leur économie à la liberté. La Révolution de 1789 l'avait déjà aboli, mais il avait été réintroduit, en 1802, par Bonaparte. Pour Schoelcher « *tant qu'il restera un esclave sur la surface de la Terre, l'asservissement de cet homme est une injure permanente faite à la race humaine toute entière* ». 22 millions d'africains furent victimes de la traite. Aujourd'hui, en 2004, plus de 5 millions de personnes vivent encore en situation d'esclavage... dont près de 30.000 « *petites bonnes* » en France.  
<http://www.esclavagemoderne.org> ■



### LES MORTS DE L'OMBRE EN IRAK

L'un des mercenaires employés par la Coalition et morts en Irak était un ancien officier des services secrets sud-africains impliqué dans un grand nombre d'assassinats de militants de l'ANC pendant l'apartheid. Gray Branfield avait rejoint en 1980 le projet Barnacle, précurseur des escadrons de la mort du Bureau pour la Coopération Civile (CCB) d'Afrique du Sud, après avoir servi au Zimbabwe (ex-Rhodésie) dans des opérations secrètes contre la guérilla. Il avait notamment admis avoir participé à l'élimination d'un responsable de l'ANC, Joe Gqabi, le 31 juillet 1981 à Harare. Ce dernier avait été abattu de 19 balles alors qu'il sortait de son domicile au volant de sa voiture. Branfield était connu pour ses méthodes radicales et son flair à toute épreuve, mais il avait quitté le projet Barnacle en s'indignant de l'élimination d'agents par leur propre service. Les mercenaires employés par la Coalition sont payés jusqu'à 1000 dollars par jour. Le Pentagone n'est pas tenu de communiquer officiellement les pertes parmi ces sous-traitants, contrairement aux pertes de soldats réguliers. ■

## Un parrain contre le Kremlin

# Boris Berezovski, le receleur

**Boris Berezovski s'est forgé dans les médias occidentaux une image d'un homme d'affaires libéral persécuté par l'autoritaire Vladimir Poutine. Cependant, il ne doit pas sa fortune à ses capacités de manager. Avec douze autres oligarques et l'aide des États-Unis, il s'est approprié les ressources de l'URSS. Il n'a pas créé de richesses dans son pays, mais il en a extrait des capitaux qu'il a déplacés à l'Ouest. Pour se tailler la part du lion, il n'a pas hésité à faire alliance avec la Fraternité de Solntsevo, une organisation mafieuse russe, et avec des gangs tchéchènes. Ce qui l'a conduit à saboter le règlement de la paix en Tchétchénie.**



L'effondrement de l'URSS ouvre une violente lutte d'influence parmi les différentes composante de l'ancienne nomenklatura soviétique, notamment les nouveaux milieux d'affaires nés de la *perestroïka* gorbatchévienne. Sous couvert de passage à la propriété individuelle et de « *privatisation* », Boris Elstine brade les richesses économiques du pays à treize personnes, les oligarques, et se sert au passage. Pour Washington, la décomposition de la Fédération de Russie doit suivre celle de l'URSS afin que la domination états-unienne soit totale. Mais, un des Premiers ministres, Vladimir V. Poutine, s'appuyant sur les anciens réseaux du KGB, éconduit Eltsine en douceur vers la sortie en lui promettant l'impunité. Le nouveau maître du Kremlin entreprend

alors de récupérer les biens volés par les oligarques en s'affrontant, autant que possible, à l'un après l'autre.



Boris Berezovski

Boris Berezovski est l'un des treize oligarques et sûrement le plus flamboyant. Après avoir participé aux multiples opérations financières qui ont entraîné la fuite de l'essentiel des avoirs russes vers l'étranger, il se présente aujourd'hui comme un démocrate libéral, opposé à la mainmise de Vladimir V. Poutine sur l'ensemble de l'économie et des médias. Paul Klebnikov, journaliste à la revue états-unienne *Forbes*, lui a consacré un ouvrage paru en 2000. Il s'intitule : *Parrain du Kremlin - Boris Berezovski et le pillage de la*

*Russie* [1].

## L'entrée dans les « affaires »

Le parcours de Boris Berezovski dans la Russie post-soviétique est un exemple à la limite de la caricature de cette nouvelle génération d'hommes d'affaires russes, qui mêlent au quotidien politique, économie et crime organisé. Né en 1946 dans une « famille juive de l'intelligentsia soviétique », Berezovski reçoit une excellente éducation dans les meilleurs écoles de Moscou. Il effectue ses études supérieures à la faculté d'électronique et d'informatique de l'Institut des forêts, un établissement scientifique secret chargé, en réalité, du programme spatial soviétique. Berezovski n'appartient donc pas à la sphère politique, mais plutôt à l'élite scientifique du pays, jusqu'en 1989. Il est admis à l'Académie des sciences où il travaille sur le processus de décision, puis, à la tête d'un laboratoire de l'Institut de gestion où il se spécialise dans « *les problèmes d'automatisation et les systèmes informatiques destinés aux entreprises industrielles* ». Cela lui permet, en 1989, de rencontrer les dirigeants d'AvtoVaz, le plus grand fabricant automobile en Russie, en vue de créer une société privée qui informatiserait l'usine. À l'époque, les lois promulguées par Gorbatchev autorisent deux types de sociétés privées : « *les coopératives et les entreprises mixtes (ou joint-ventures) avec des partenaires étrangers* ». C'est cette seconde solution que choisit Berezovski, qui souhaite placer une partie des bénéfices à l'étranger tout en usant, en Russie, d'avantages fiscaux importants. Le président d'AvtoVaz lui propose un partenaire étranger, Logo systems, spécialiste italien de l'automatisation implanté à Turin. C'est sur cette base qu'est fondée LogoVaz, dont Berezovski devient le directeur général. Cependant, au lieu d'automatiser la production, LogoVaz va se charger de commercialiser les voitures produites par AvtoVaz.

En faisant ce choix, Boris Berezovski sait qu'il entre sur un marché traditionnellement occupé par des bandes mafieuses. La chute de l'URSS a permis la libération de tous les détenus des goulags, parmi lesquels une majorité de prisonniers de droit commun, qui ont repris aussitôt leurs activités criminelles. Leurs rangs ont été renforcés par le retour au pays des militaires soviétiques auparavant déployés dans les pays satellites et qui voient dans l'économie criminelle un moyen de recycler leurs compétences d'une manière

rémunératrice. Nombre d'anciens soldats, voire d'agents du KGB, vont ainsi faire du renseignement ou simplement le coup de poing pour la solde de sociétés privées liées à des intérêts mafieux. Moscou devient la proie de violentes luttes entre gangs, entre 1993 et 1994 : les deux principaux sont les Slaves (russes) et les Tchétchènes.

## La Tchétchénie : de l'indépendance au grand banditisme

La Tchétchénie accède au statut de république autonome russe, fin 1991, au moment de l'effondrement de l'URSS : « *formellement, elle faisait toujours partie de la Russie et bénéficiait de subventions du gouvernement et de sa participation au système financier russe. Dans le même temps, elle était hors du contrôle de la douane et des organes russes chargés du maintien de l'ordre public.* ». Elle traverse une crise sociale et morale plus importante que d'autres républiques russes dans la mesure où elle ne parvient pas à offrir du travail aux soldats démobilisés, alors même qu'elle était un réservoir traditionnel de l'armée rouge. Le président Doudaïev proclame unilatéralement l'indépendance de la République. À nouveau, cela permet la libération de nombreux criminels de droit commun. Ils transforment la Tchétchénie une véritable plaque tournante du crime dans la région : l'aéroport de Grozny, la capitale, devient un lieu de transit obligé pour le trafic mondial d'héroïne, le blanchiment d'argent, et autres activités criminelles. Certains montent à Moscou pour y installer de nouveaux réseaux de grand banditisme. Leur extrême violence et les liens très forts qui unissent la communauté en font rapidement un adversaire de taille pour les « *voleurs dans la loi* » russes.

Berezovski dispose d'un relais dans le milieu en la personne de Badri Patarkatsichvilin, un Géorgien cofondateur de LogoVaz. Il permet à l'homme d'affaires de monter des opérations à la fois avec des Slaves de la Fraternité de Solntsevo, sorte de coupole mafieuse russe, mais surtout avec les Tchétchènes, qui deviennent ses interlocuteurs privilégiés. Néanmoins, il manque à plusieurs reprises de faire les frais de la guerre que se livrent les deux organisations. Valeri Dlougatch, dit « *le Globe* », qui protégeait Trinity Motors, le plus gros distributeur de voitures étrangères après LogoVaz est assassiné en 1993, probablement par un gang tchétchène. En représailles, des attentats sont conduits contre les intérêts de LogoVaz : des concessionnaires sont attaqués à la grenade, même le siège de la société est visé. Berezovski passe alors l'hiver 1993 à l'Ouest : en novembre, il se rend à Tel Aviv où il obtient la nationalité israélienne. « *Selon des rapports russes, Berezovski fit également un séjour vers la même époque aux États-Unis où il obtint une "Green Card", le permis de travail américain pour les étrangers.* ». Forts de ces nouveaux soutiens étrangers, il rentre au pays, en 1994. La guerre des clans fait rage : les principaux « *barons* » slaves sont abattus et le 7 juin, Berezovski est victime d'un attentat à la voiture piégée qui décapite son chauffeur et blesse gravement son garde du corps. L'homme d'affaires en réchappe, mais ses brûlures exigent de longs mois de traitement dans une clinique suisse. Le commanditaire reste inconnu mais, plusieurs mois après, Berezovski accusera le magnat de la télévision, Vladimir Goussinski, et son « *patron* » politique, Iouri Loujkov, maire de Moscou.

Peu après, « *Sylvester* », chef de la Fraternité de Solntsevo, est tué dans un attentat à la voiture piégée. Berzovski, qui venait de rentrer à Moscou, est brièvement soupçonné, mais l'affaire ne connaît finalement pas de suite, faute de preuves. Progressivement, la violence diminue et les différents clans trouvent un accord sur le partage des marchés criminels. Ce qu'il faut retenir de cette période particulièrement meurtrière, c'est que Berezovski est « *le seul de ces grands hommes d'affaires, que l'on appellerait plus tard "oligarques", à s'être trouvé personnellement impliqué dans la guerre entre les gangs tchéchènes et slaves* ».

## Redistribution des cartes politiques

Les hommes d'affaires de la trempe de Berezovski ont eu tout à gagner de la *perestroïka* lancée par Gorbatchev. Mais le mouvement devait s'accélérer. Avec l'échec du putsch militaire de 1991, Boris Eltsine accède pleinement au pouvoir à la tête de la Fédération de Russie, et met en place une équipe jeune, entièrement tournée vers le monde des affaires, qui va organiser ce que Paul Klebnikov appelle le « *pillage de la Russie* ». Berezovski peut s'en réjouir : il est très proche de ces personnalités, notamment Yegor Gaïdar, Premier ministre intérimaire [2], Anatoli Soltchak, Anatoli Tchoubaïs, ou encore le jeune économiste Piotr Aven, qui est un de ses amis personnels et devient le nouveau ministre du Commerce extérieur d'Eltsine. Mikhaïl Khodorkovski, vice-ministre du Pétrole et de l'Énergie, deviendra rapidement un proche partenaire en affaires.

### Valeur des entreprises russes en bons de privatisation rapportée à la valeur du marché (en millions de dollars)

Entreprises	Privatisations (1993-94)	Prix réels sur le marché boursier (1997)
Gazprom (gaz naturel)	250	40.483
Systèmes d'énergie unifiés (électricité)	957	17.977
Lukoïl (pétrole)	704	15.839
Rostelcom (télécom)	464	4.172
Iouganskneftgaz (pétrole)	80	1.656
Sourgoutneftgaz (pétrole)	79	6.607

L'époque est faste pour cette jeune génération, qui va s'approprier le secteur pétrolier pour une bouchée de pain, au détriment du pays.

Mikhaïl Khodorkovski, fondateur de la banque Menatep, met la main sur 45 % du capital de Ioukos, un « *holding regroupant le producteur de pétrole Samaraneftgaz et la raffinerie de Samara* », le tout pour la modique somme de 159 millions de dollars [3]. Boris Berezovski se lie avec Roman Abromovitch pour acquérir 51 % de Sibneft pour 100,3 millions de dollars. Comme le montre le tableau ci-dessus, ces sommes n'avaient rien à voir avec le prix réel des entreprises, tel qu'il fut défini lors de leur entrée en bourse.

Berezovski développe également son carnet d'adresses politique. Étant proche du chef de la sécurité du président Eltsine, Alexandre Korjakov, il fait son entrée au sommet du pouvoir russe. Il se charge notamment de financer la publication d'une biographie autorisée de Boris Eltsine, intitulée *Sur le fil du rasoir*. Après avoir détourné une bonne partie des recettes des ventes, il rembourse finalement le chef d'État et devient même un



Mikhail Khodorkovski

de ses principaux financiers. Berezovski comprend également l'importance du pouvoir médiatique. Il investit dans la télévision, d'abord sur le marché publicitaire de la première chaîne nationale, l'ORT : « *le plan était d'acheter les programmes à la chaîne et de se faire payer avec les recettes publicitaires. [La société créée par Berezovski] Publicité-Holding revendrait du temps d'antenne aux annonceurs, moyennant une commission* ». Puis, l'homme d'affaires fait pression sur Korjakov et Eltsine pour que la chaîne lui soit « *vendue* ». C'est le cas en novembre 1994.

Le marché de la télévision n'est pas la cible du seul Berezovski. Vladimir Goussinski, propriétaire de la banque Most, dispose déjà de NTV, le premier réseau de télévision indépendant de Russie créé par un décret spécial de Boris Eltsine en 1993. Il fait également figure d'ennemi personnel de Boris Berezovski, depuis la guerre des clans moscovites de 1993-1994. Proche des États-Unis, et notamment de Ted Turner, le patron de CNN, Goussinski avait, comme son rival, créé une joint-venture avec des partenaires étrangers (états-uniens), lancé un des journaux les plus importants du pays, *Segodnia*, et fondé un important établissement bancaire. Il était le protégé d'Iouri Loujkov, maire de Moscou. L'oreille attentive dont dispose Berezovski auprès du président russe lui permet, le 2 décembre 1994, de contraindre Goussinski à l'exil. La *Nezavissimaïa Gazeta*, le journal de Berezovski, rendra compte peu après de cet épisode : selon l'article, Eltsine aurait autorisé cette opération après avoir lu un rapport sur les ambitions politiques de Goussinski et ses soutiens politiques, c'est-à-dire sur Iouri Loujkov. Peu après, Berezovski fut l'objet d'une enquête de police dans le cadre de l'assassinat du présentateur vedette de la télévision russe, Vlad Listiev. Ce dernier avait participé au projet de privatisation de l'ORT, mais s'inquiétait de la mise en coupe réglée de la chaîne par l'homme d'affaires. Comme les autres, cette affaire s'enlisera finalement dans les méandres de la justice russe.

La mainmise de Berezovski sur les médias est un succès : en quelques semaines, il prend le contrôle de la première chaîne, achète la sixième, privatisée avec la participation de Ted Turner, acquiert le magazine *Ogoniok* et le quotidien *Nezavissimaïa Gazeta*. Il devient ainsi l'un des hommes les plus influents dans l'univers médiatique russe : « *du coup, il se transforma en l'un des architectes de la politique russe. Le service d'information d'ORT devint la caisse des résonance des intérêts de Berezovski aux moments clés de la vie politique, chantant les louanges d'Eltsine pendant l'élection de 1996, célébrant les mérites de Lebed après que ce dernier eut conclu un accord avec le Kremlin pour cette élection, dénonçant le même Lebed après sa dispute avec Berezovski*

*quelques mois plus tard (...) ».* Berezovski profite de son nouveau statut pour financer la campagne électorale d'Eltsine, en 1996, et rentre au gouvernement après sa réélection. Les soucis de santé du président russe occasionnent une vacance du pouvoir, comblée par différents membres de son équipe, en premier lieu Anatolis Tchoubaïs, l'architecte des « *privatisations* ». Les oligarques triomphent : la banque de Vladimir Potanine reçoit la gestion de nouveaux comptes gouvernementaux ; la station de Vladimir Goussinski, NTV, est autorisée à reprendre la quatrième chaîne ; la banque Stolitchnyï, propriété d'Alexandre Smolenski et de Berezovski double sa taille en absorbant la banque publique Agroprom...

Berezovski se retrouve tout à coup attaqué de toute part : le général Korjakov révèle comment l'homme d'affaires lui a demandé d'assassiner Goussinski. Le journal *Novaïa Gazeta* publie la bande vidéo dans laquelle Berezovski accuse Goussinski d'avoir voulu lui faire endosser l'assassinat de Listiev. C'est dans ce contexte particulièrement chargé que le magnat entre dans l'administration du pays, au poste de secrétaire adjoint du Conseil de sécurité, qui coordonne la politique de sécurité et de défense du pays. Il doit pour cela renoncer à son passeport israélien. À son nouveau poste, Berezovski se charge des négociations avec la Tchétchénie, au moment où le général Lebed parvient à mettre fin au conflit. Selon ce dernier, Berezovski aurait multiplié les efforts pour faire échouer les pourparlers : « *Après la signature des accords de paix de Khassaviourt [...] Berezovski vint me voir et tenta de m'intimider. Quand il comprit que l'on ne pouvait pas m'effrayer, il me dit simplement : "Vous avez ruiné une telle affaire. Tout allait si bien. Ils s'entre-tuaient ? Et alors ? Ils se sont toujours entre-tués et ils s'entre-tueront toujours" ».* Une fois la paix rétablie, il put néanmoins jouer de ses anciennes relations avec les gangs tchéchènes moscovites pour s'assurer de la sympathie des dirigeants de Grozny. Salamn Radouïev, l'un des chefs de guerre, ira jusqu'à saluer Berezovski comme étant un « *homme honorable* » : « *Il a un intérêt personnel dans ce pétrole [l'oléoduc Bakou-Novorossisk]* », constate-t-il.



Vladimir Poutine

L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine a changé la donne. Soutenu au départ par les oligarques contre Evgueni Primakov, il prend le contre-pied complet de la politique jusqu'ici mise en œuvre pour tenter de reconstruire le pays. Dans son élan, il se heurte fatalement aux intérêts privés des oligarques, qui ont confisqué une part considérable de l'économie russe. Poutine s'attaque donc à cet empire, sous toutes ses formes : qu'il s'agisse de l'empire médiatique qu'ils ont construit, des

entreprises qu'ils ont créées, des partis politiques qu'ils ont soutenus. Aujourd'hui, l'ensemble des médias présente ces mesures, qui ont occasionné l'exil de la plupart des anciens cadres du pays, comme la manifestation d'un régime autoritaire à tendance dictatoriale. Khodorkovski serait une victime des ennemis de la démocratie, tandis que Berezovski se répand dans la presse occidentale sur la menace que ferait peser Poutine sur la société civile russe. Il semble pourtant qu'il n'existait pas d'autres alternatives. La politique des oligarques n'avait qu'une seule conséquence, en

dehors de leur enrichissement personnel : la destruction économique du pays, le pillage de ses ressources naturelles, et une baisse effroyable du niveau de vie. Dans le contexte géopolitique qui a suivi l'effondrement de l'URSS, les États-Unis ont longtemps été soupçonnés d'avoir attendu que le pays soit entièrement ravagé économiquement avant de lui venir en aide. Au finale, cette période aura servi de nombreux intérêts, en dehors de ceux du peuple russe. De nombreux pays auront pu se procurer à bas prix les matières premières russes, tandis que la criminalité organisée fragilisait le pouvoir de l'État, indispensable dans un pays aussi vaste. La guerre de Tchétchénie a par ailleurs contribué à occuper Moscou sur un front coûteux en hommes et en argent. Ce qui aboutit au retard qu'a désormais la Russie dans le « *grand jeu* » de l'Asie centrale.

---

[1] *Parrain du Kremlin - Boris Berezovski et le pillage de la Russie*, de Paul Klebnikov, Robert Laffont, 2001.

[2] Yegor Gaïdar a été nommé conseiller pour les privatisations de L. Paul Bremer III en Irak, cf. « **Buts de guerre et bilan stratégique de l'attaque en Irak** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 6 novembre 2003.

[3] « Des compagnies acquises pour une bouchée de pain », *La Tribune*, 26 juin 2002.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

**Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .



# Illusoire démocratie en Irak

## Analyse

Brian Michael Jenkins, l'un des deux meilleurs experts de la Rand Corporation en matière de terrorisme, relève dans le *Los Angeles Times* une convergence objective entre Oussama Ben Laden et la gauche anti-globalisation européenne. Ils mettent tous en cause les multinationales comme Halliburton et le lobby sioniste. Dans l'esprit de Jenkins, cela devrait discréditer à la fois les pacifistes et les anti-globalisation. On pourrait aussi se poser des questions sur l'identité de l'auteur des messages imputés à Oussama Ben Laden lequel, rappelons-le est censé être un fondamentaliste wahhabite.

James Schlessinger déclare dans le *Wall Street Journal* qu'un retrait précipité d'Irak serait un encouragement aux terroristes. Il préconise donc une série de mesures pérennisant la tutelle états-unienne sur ce pays. On observera que le raisonnement de l'ancien secrétaire à la Défense se fonde sur la confusion entre résistance intérieure et terrorisme international, un amalgame qui n'est pas sans rappeler celui qui justifiait de l'enlèvement au Vietnam : se retirer aurait été, affirmait-on, un encouragement à la propagation du communisme.

Dans le même quotidien, que certains nomment parfois par dérision le *War Street Journal*, Francis Fukuyama, l'un des théoriciens de la guerre au terrorisme, souligne que la question principale n'est pas le transfert de souveraineté, mais les élections qui suivront. Ce qui revient à reconnaître que le problème n'est pas de se défaire du pouvoir en Irak -cela ne passionne personne-, mais de savoir à qui le remettre. Et sur ce point, Washington n'a absolument pas l'intention de respecter la volonté démocratique du peuple irakien.

Dans un long entretien à la chaîne de télévision émiratie EDTV, reproduit par *Gulf News*, Noam Chomsky apporte une bouffée d'esprit critique. Il s'interroge sur l'évolution du débat public aux Etats-Unis. On est passé de l'affirmation

selon laquelle il fallait attaquer l'Irak pour la désarmer à celle selon laquelle on a eu raison de renverser Saddam Hussein pour libérer les Irakiens. Et l'on a éludé l'étape intermédiaire : à savoir la découverte des mensonges de Bush et Blair. Avec la même candeur, on passe de la défense de la démocratie dans le monde à la justification des assassinats ciblés en Israël ou à la stigmatisation de la démocratie turque qui refuse de se joindre à la Coalition. Il est plus que jamais évident, que les stratèges de Washington ne se préoccupent pas des dégâts qu'ils commettent, mais uniquement du contrôle des ressources de la planète.

Walter Russell Mead du Council on Foreign Relations se félicite dans le *Los Angeles Times* de la triomphale réélection du président Bouteflika. Selon lui, l'Algérie n'a jamais été aussi proche des États-Unis et aussi éloignée de la France. Les militaires qui dirigent le pays dans l'ombre du président entendent devenir des partenaires de l'OTAN. L'Algérie pourrait alors suivre la Turquie et entrer dans l'Union européenne. Si l'on comprend bien la satisfaction que procure le contrôle du gaz et du pétrole algérien, on s'étonnera de la croyance des États-Unis en leur capacité de manipuler les peuples au nom d'une démocratie qu'ils leur dénie : à propos de la Turquie comme de l'Algérie, l'auteur confond l'opinion d'un cabinet militaire noir et celle d'une population ; de même il croit que c'est Washington qui détermine les adhésions à l'Union européenne.

Uri Dromi, qui fut porte-parole de plusieurs gouvernements israéliens, assure dans le *Guardian* que, compte tenu de son image inflexible, le général Ariel Sharon est le seul à pouvoir faire des concessions aux Palestiniens sans apparaître faible. Il pourrait résoudre le conflit palestinien comme De Gaulle sut imposer une sortie d'Algérie. Cependant, le raisonnement de l'auteur se fonde sur une série d'assertions qui font consensus en Israël bien que très éloignées de la réalité. Arafat est représenté, à tort, comme le responsable de l'échec du processus d'Oslo ; et l'initiative Barak est à nouveau présentée comme une proposition généreuse. C'est précisément sur la base de ces assertions qu'Ariel Sharon a pu prétendre qu'il n'y avait plus d'interlocuteurs pour la paix et qu'il a été élu comme dernier recours. Dès lors, on voit mal comment il pourrait imposer une nouvelle stratégie sans remettre en cause son propre discours et la légitimité de son élection.

L'historien Avner Cohen relève dans *Ha'aretz* un autre sujet de mensonge en Israël : le tabou nucléaire. C'est pour maintenir un secret qui n'en est plus un que Mordechai Vanunu a été incarcéré dix-huit ans et se trouve encore privé de bien des droits. Il faudrait repenser le Traité de non-prolifération nucléaire en prenant en compte une situation de fait : Israël, l'Inde et le Pakistan sont des puissances nucléaires et doivent en assumer, eux aussi, toutes les responsabilités.

Enfin, trois libertariens français, Françoise Hostalier, Laurent Muller et William Navarete, appellent les lecteurs du *Figaro* à manifester contre le régime cubain. Ils dénoncent la répression politique sans crainte des outrances : ainsi, ils affirment que les deux millions d'exilés économiques fuient la dictature. Cet amalgame résume d'ailleurs à lui seul le problème : on pourrait renverser l'argument et dire que ces deux millions de Cubains ont fui les conséquences économiques de l'embargo états-unien. Quoi qu'il en soit, la manifestation

parisienne prend place dans une campagne internationale qui a commencé il y a deux ans. On dénonçait alors à l'avance un procès qui allait s'ouvrir contre des opposants. Mais, dès le début des audiences, des dissidents, dont certains étaient parrainés par des ONG anti-castristes, révélaient être des agents infiltrés dans la police cubaine. Ils produisaient alors de nombreux documents attestant les salaires qui leur étaient versés, à eux et à leurs amis, directement ou indirectement par la CIA. La campagne de presse fut immédiatement suspendue en Europe. Elle reprend aujourd'hui, alors que la Maison-Blanche a planifié une possible déstabilisation de Cuba en août.

Réseau Voltaire

## Brian Michael Jenkins

Brian Michael Jenkins est expert en terrorisme à la Rand Corporation.

### « Ben Laden cherche peut-être des alliés dans la gauche laïque européenne »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Bin Laden May Be Fishing for Allies on Europe's Secular Left », par Brian Michael Jenkins, *Los Angeles Times*, 25 avril 2004.

Dans son dernier message enregistré, Ben Laden a promis l'immunité en matière d'attentats aux pays d'Europe qui « n'attaqueraient plus les nations musulmanes ». Les gouvernements européens se sont empressés de rejeter cette offre, ce à quoi Ben Laden devait s'attendre. On peut donc se demander pourquoi il a fait cette proposition.

Parmi les hypothèses, on peut se demander si cette publication ne vise pas à éloigner l'Europe des États-Unis et les citoyens européens anti-guerre de leur gouvernements, ou bien s'il s'agit d'un code secret compréhensible par les seuls partisans de Ben Laden pour lancer de nouvelles opérations. Il y a également une autre explication possible : inciter les Européens non musulmans à rejoindre les jihadistes dans la guerre contre les États-Unis et leurs alliés.

Le terrorisme, comme la guerre, donne naissance à d'étranges alliances. Les terroristes palestiniens avaient déjà recruté à l'extrême gauche européenne et japonaise dans les années 70, une tendance dans laquelle le FPLP s'était particulièrement illustré. Plus récemment, les Nouvelles brigades rouges italiennes ont applaudi les attentats du 11 septembre et appelé à une alliance entre terroristes européens et moyen-orientaux. Ben Laden pourrait espérer un tel recrutement et on peut d'ailleurs noter une modification de son discours par rapport à ces premiers messages. Désormais il condamne les grandes entreprises, comme Halliburton, parle de « lobby sioniste » et de « gang de la Maison-Blanche » afin de coller davantage au vocabulaire de l'extrême gauche. Il veut constituer un pôle uni derrière l'opposition partagée des jihadistes et des extrémistes gauchistes à la globalisation.

George W. Bush a rassemblé la guerre à Al Qaïda et la Guerre d'Irak sous la

même dénomination de « guerre globale au terrorisme », Ben Laden l'a imité en associant la guerre en Afghanistan, populaire en Europe, à celle en Irak, impopulaire. Les États-Unis ne doivent pas rentrer dans cette problématique et cesser de présenter le scepticisme face à la Guerre d'Irak comme une capitulation face au terrorisme.

## James Schlesinger



Ancien directeur de la CIA, James R. Schlesinger a été secrétaire à l'Énergie de Jimmy Carter et secrétaire à la Défense de Richard Nixon et de Gerald Ford. Il a été membre de la U.S. Commission on National Security/21st Century. Il est conseiller dans le cabinet Lehman Brothers et président de la MITRE Corporation.

### « Le cheval fort ? »

Source : Wall Street Journal

Référence : « The Strong Horse ? », par James Schlesinger, *Wall Street Journal*, 25 avril 2004.

Si on étudie la « déclaration de guerre aux Américains » de Ben Laden, on comprend que tout ce qui peut nous faire apparaître comme faibles est un encouragement pour les terroristes. Aussi un retrait d'Irak avant que nous ayons stabilisé le pays n'est pas une option acceptable. Nous ne devons pas laisser le contexte électoral et le débat sur l'Irak laisser penser que nous ne sommes pas unis dans notre détermination à réussir en Irak. Notre succès là-bas dépend toutefois de notre capacité à faire face à certaines réalités fondamentales :

- ▶ Nous devons avant tout établir une sécurité minimale et, dans ce domaine, seuls les Irakiens peuvent la fournir efficacement. Il faut donc créer une force de sécurité irakienne, domaine dans lequel nous avons trop attendu. Nous devons mieux équiper et entraîner ces forces.
- ▶ Nous devons faire davantage pour l'économie irakienne et débloquer les fonds prévus pour la soutenir le plus vite possible.
- ▶ Il faut faire plus pour faire face à l'échéance du 30 juin qui reste encore mal préparée. Le transfert de souveraineté n'inclura pas les questions de sécurité.
- ▶ Il faut renforcer les liens entre le **département d'État** et le **département de la Défense** et entre l'**Autorité provisoire de la Coalition** et les militaires sur le terrain.
- ▶ Nous devons améliorer la communication avec les Irakiens.

## Francis Fukuyama



Francis Fukuyama est professeur d'économie politique internationale à la School of Advanced International Studies de la Johns Hopkins University. Il est l'auteur de *La fin de l'histoire* et, plus récemment, de *Our Posthuman Future*. IL est administrateur de la National Endowment for Democracy et ancien administrateur de la Rand Corporation. Il a été expert au département d'État.

## « Le prochain chapitre »

Source : Wall Street Journal

Référence : « The Next Chapter », par Francis Fukuyama, *Wall Street Journal*, 24 avril 2004.

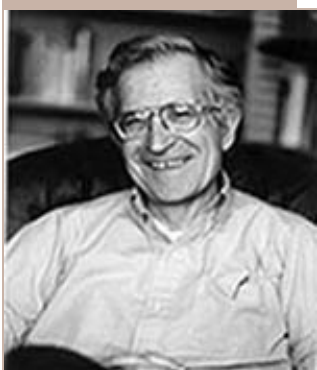
Dans sa conférence de presse de la semaine dernière, le président **George W. Bush** a présenté une vision et un échéancier pour l'avenir de l'Irak qui reprennent les grandes lignes du programme développé par Lakhdar Brahimi. La souveraineté sera transférée le 30 juin à un gouvernement irakien par intérim, le Conseil de gouvernement irakien sera dissout au profit d'un groupe de technocrates de l'ONU et des élections seront organisées avant janvier 2005. Une nouvelle constitution sera adoptée par l'assemblée élue à cette occasion. Il faut se réjouir que la Maison-Blanche ait enfin clarifié son plan pour l'Irak et que le président ait dissipé les craintes de ceux qui imaginaient avoir un nouveau Vietnam. En outre, un échec aurait des conséquences désastreuses. Il faut toutefois rester réaliste et attendre trop de l'Irak ce qui pourrait avoir des conséquences nuisibles. On entend cependant dans les médias des débats sans objet comme un report de la date du 30 juin (qui ne changerait rien en question de sécurité et qui provoquerait une crise), la légitimité du futur gouvernement irakien intérimaire (alors qu'il suffit qu'il soit accepté pour organiser les élections), ou l'internationalisation de la présence en Irak souhaitée par **John Kerry** (alors que nous avons déjà du mal à conserver la Coalition telle qu'elle est).

Outre ces questions inutiles, nous faisons face à quatre vrais problèmes :

- ▶ La sécurité, même si on peut penser qu'une part des violences récentes peut être réglée par l'isolement croissant de Sadr.
- ▶ Les milices irakiennes qu'il faudra désarmer et démobiliser au profit des forces de sécurité irakiennes, mais qui résisteront sans doute à toute diminution de leurs prérogatives dans un climat de violence.
- ▶ Les relations entre Kurdes et chiïtes.
- ▶ L'intégration des sunnites.

Tout le monde est focalisé sur le 30 juin, mais en réalité, le vrai test sera celui des élections qui suivront et qui seules pourront donner une légitimité au futur gouvernement. Toutefois, il restera faible et nous ne pourrons pas, quoi qu'il en soit, nous désengager tout de suite.

## Noam Chomsky



Noam Chomsky est professeur de linguistique à l'université du Massachusetts. Intellectuel engagé, il a pris depuis longtemps position contre l'impérialisme états-unien.

### « Chomsky parle, alors écoutez »

Source : Gulf News

Référence : « Chomsky speaks-so listen », par Noam Chomsky, *Gulf News*, 23 avril 2004. Ce texte est adapté d'une interview accordée le 2 avril à la chaîne EDTV.

Aux États-Unis, l'incapacité à trouver des armes de destruction massive en Irak n'a pas eu un grand impact si on en croit les sondages. Les Américains sont si sceptiques vis-à-vis des médias et du gouvernement que le fait de mentir n'attire plus leur attention. Toutefois cette absence de découverte a un impact car elle a encore diminué la justification de cette agression. On est passé de la possession d'armes de destruction massive à la capacité et l'intention de les posséder, ce qui peut donc englober à peu près tous les pays du monde.

De toute façon, le prétexte a changé. Il n'est plus question désormais de lutter contre la prolifération, mais d'amener la démocratie en Irak. Il a suffi que le président change de discours pour que le débat change immédiatement et qu'il évolue vers la pertinence de la démocratisation. Personne ne dit qu'avant de passer à ce débat, il faut d'abord admettre que **George W. Bush** et **Tony Blair** sont deux des plus grands menteurs de l'histoire et que, s'ils ont menti auparavant nous n'avons pas de raison de plus les croire aujourd'hui. Mais peu importe, la doctrine a changé. La population irakienne se révolte car on lui refuse la souveraineté. Les États-Unis se moquent de la démocratie. Ce qui est important pour eux, c'est le contrôle. Ils ont retenu des Britanniques que cela fonctionne mieux quand on ajoute une apparence de démocratie. C'est ce que les Britanniques ont appliqué en Irak dans les années 20 et que les États-Unis appliquent dans les pays d'Amérique du Sud et dans d'autres endroits du monde. Qu'importe que les programmes néo-libéraux qui sont appliqués en Irak violent la Convention de Genève, c'est le même programme qui est imposé à tout le tiers-monde et qui, d'une certaine façon, a créé le tiers-monde. Le dédain pour la démocratie est également démontré par le traitement réservé à **Yasser Arafat** par les États-Unis et par les réactions à la décision turque de suivre les États-Unis en Irak. **Paul Wolfowitz** qui se présente comme le champion de la démocratie dans la région a même affirmé que la Turquie devait s'excuser et que le devoir d'une démocratie était de soutenir les États-Unis.

On pourrait aussi parler de la démocratie aux États-Unis. Il existe dans ce pays une majorité de la population qui souhaite un transfert du contrôle de l'Irak à l'ONU et qui soutient le plan saoudien en Israël, mais les gouvernements ne tiennent pas compte de ces positions. **Ariel Sharon** peut mener sa politique grâce au soutien sans faille des États-Unis, qui lui donnent même les moyens de frapper l'Iran. Les pires ennemis d'Israël sont les Palestiniens modérés et l'attaque du Liban en son temps servait déjà pour partie à leur nuire alors qu'ils faisaient des propositions de paix.

L'invasion de l'Irak participe de la même logique : cela accroît le terrorisme, mais ce n'est qu'un petit problème face à la perspective de posséder une base permanente dans la région et les ressources de ce pays. Ce contrôle des ressources est un sujet tabou aux États-Unis alors que tout le monde sait que c'est le vrai but de guerre à Bagdad.

## Walter Russell Mead



Walter Russell Mead et chercheur au Council on Foreign Relations et auteur de *Power, Terror, Peace and War : America's Grand Strategy in a World at Risk*.

### « L'Algérie libérée »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Algeria Unbound », par Walter Russell Mead, *Los Angeles Times*, 25 avril 2004.

Alors que la résistance en Irak s'intensifie, certains commandants militaires et citoyens états-uniens ont regardé le film de Pontecorvo, la « Bataille d'Alger ». Il montre comment les Français, en utilisant le meurtre et la torture ont gagné la bataille, mais perdu la guerre et fait de l'Algérie une des figures de proue du mouvement anti-occidental, anticapitaliste du tiers-monde. Mais les choses changent et aujourd'hui l'Algérie vient d'organiser les élections les plus libres de l'histoire du monde arabe, a des réserves de gaz et de pétrole, veut se rapprocher des États-Unis et, comme bonus, n'aime toujours pas la France.

Le président Bouteflika a fortement libéralisé le pays qui, désormais, s'ouvre au monde. Lors de ma visite dans le pays, les étudiants étaient principalement intéressés par les possibilités d'échange avec les États-Unis et les possibilités d'aller y étudier. L'Algérie a combattu durement le terrorisme et comprend donc les actions des États-Unis dans la guerre au terrorisme. Les militaires algériens veulent se rapprocher des États-Unis et obtenir un partenariat avec l'OTAN. D'un point de vue économique, le pays mène des réformes difficiles et a besoin de l'aide au développement de Washington. Nous devons nous inspirer de l'Afrique du Sud où un mouvement de libération issu de la gauche a réussi à adapter son pays aux réalités économiques.

Les États-Unis doivent soutenir un accord commercial entre l'Algérie et l'Union européenne et pousser l'Algérie à suivre la voie de la Turquie, membre de l'OTAN et aspirant à devenir membre de l'Union européenne.

## Uri Dromi



Uri Dromi est directeur des relations internationales à l'Israel Democracy Institute de Jérusalem. Il a été porte parole des gouvernement Rabin et Peres (1992-1996).

## « En Israël, seule la droite peut mener la politique de la gauche »

Source : The Guardian

Référence : « In Israel, only the right can carry out the left's policies », par Uri Dromi, *The Guardian*, 23 avril 2004.

Beaucoup à gauche ont des sentiments mitigés vis-à-vis d'**Ariel Sharon**, super faucon et architecte des colonies israéliennes qui est en train de mener la politique prônée par la gauche depuis des années : la séparation avec les Palestiniens. C'est la gauche qui, en Israël, a toujours prôné la solution des deux États, mais les rejets palestiniens et la colonisation ne le permettaient pas.

Le processus d'Oslo a été la première occasion offerte à la gauche israélienne de prouver sa capacité à mettre en place son programme de paix, mais l'expérience échoua car les Palestiniens n'abandonnèrent pas le terrorisme et un extrémiste de droite israélien assassina Rabin. La seconde tentative fut menée par **Ehud Barak** qui fit une proposition telle que jamais un gouvernement israélien n'en avait fait, mais **Yasser Arafat** la refusa en espérant obtenir encore davantage. Suite à cet échec, les Israéliens, frustrés par l'Intifada décidèrent de rejeter la gauche dans l'opposition et, malgré la crise économique et les accusations de corruption, continuent de soutenir Sharon, qui reste populaire.

En effet, ils estiment qu'il s'agit du bon homme à la bonne place. Lors d'un sondage de septembre 2003, 75 % des Israéliens soutenaient les « assassinats ciblés » et 59 % le désengagement unilatéral de Gaza. En mars 2004, 84 % des Israéliens soutenaient la construction de la barrière de sécurité et deux tiers estimaient qu'elle devait être construite en fonction des exigences de sécurité et pas en suivant la ligne verte. Sharon fait donc exactement ce que les Israéliens veulent, mais il faudrait aussi qu'il fasse ce dont ils ont besoin, c'est-à-dire un retrait d'une grande part de la Cisjordanie et la constitution d'un État palestinien souverain et économiquement viable. Peut-être que Sharon sera l'homme de la situation et sera le De Gaulle israélien.



## Avner Cohen



Avner Cohen est chercheur au Center for International and Security Studies de l'université du Maryland et auteur de *Israel and the Bomb*. Son dernier livre, *The Last Israeli Taboo*, est soumis à l'étude de la censure militaire israélienne depuis neuf mois.

### « Le dernier tabou »

Source : Ha'aretz

Référence : « The last taboo », par Avner Cohen, *Ha'aretz*, 23 avril 2004.

Israël a transformé Mordechai Vanunu en un symbole du dernier tabou israélien. Cela a commencé lors de son procès à huis clos puis continua avec sa peine de prison de 18 ans que, à la différence des violeurs et assassins, il dut purger jusqu'au bout. Durant sa détention, Vanunu resta sain d'esprit alors que beaucoup espéraient qu'il craque. Il ne craqua pas et plus Israël le tourmentait, plus il devenait un symbole. Même libéré, Vanunu apparaît encore comme une menace pour la sécurité.

Le dernier tabou conserve toute sa légitimité dans le discours israélien et même ceux qui estiment que les droits de Vanunu ont été bafoués restent attachés à l'ambiguïté nucléaire israélienne. Il n'est pas de plus grande vache sacrée sur tout l'échiquier politique israélien qui continue d'être vue comme la clé de la sécurité israélienne. Cette ambiguïté nucléaire est pourtant devenue un dinosaure, anachronique et sans mystère, antidémocratique et fondé sur une culture du secret. Vanunu est l'enfant qui affirme que le roi est nu.

Dans le dernier numéro du *Bulletin of The Atomic Scientist*, Thomas Graham et moi avons demandé qu'un nouveau Traité de non prolifération nucléaire soit rédigé et qu'il reconnaisse le statut de puissance nucléaire d'Israël, de l'Inde et du Pakistan. Cela permettra qu'Israël soit intégré dans un système de non-prolifération. On ne parviendra pas à mettre en place un système efficace tant qu'Israël sera en dehors de ce traité. Le monde entier sait qu'Israël possède ces armes et seul Israël ne l'assume pas.

## Françoise Hostalier, Laurent Muller, William Navarete

Françoise Hostalier est ancienne secrétaire d'État à l'enseignement supérieur et présidente d'Action droits de l'homme

Laurent Muller est président de l'Association européenne Cuba libre

William Navarete est président de l'Association pour la troisième république cubaine.

### « Pas de printemps pour Cuba »

Source : Le Figaro

Référence : « Pas de printemps pour Cuba », par Françoise Hostalier, Laurent Muller, William Navarete, *Le Figaro*, 26 avril 2004.

Pour dire non à Castro, le collectif Solidarité Cuba et l'association Liberté chérie se rassembleront le 24 avril 2004 à Paris, jour de la saint Fidèle, en présence du journaliste Yoël Garcia, cubain exilé qui viendra témoigner de la réalité des prisons et de la répression à Cuba.

Il y a un an, 75 personnes étaient condamnées à des peines démentielles pour avoir possédé un fax, avoir témoigné sur la réalité dans l'île ou bien demandé un referendum d'initiative populaire (projet Varela) pourtant prévu dans la constitution. En France néanmoins, Cuba bénéficie d'une étrange bienveillance

en dépit de son caractère totalitaire. Nombreux sont les touristes qui s'y rendent sans se rendre compte que l'île est devenue un champ de ruine où chaque cubain est conditionné et surveillé. La santé et l'éducation, tant vantées par la propagande castriste, sont maintenant dans un état désastreux. L'économie est étranglée par les apparatchiks et tout appartient à l'État qui se résume aujourd'hui à quelques nantis.

Malgré la répression féroce, de nombreux Cubains ont choisi de résister. Des centaines de milliers de Cubains ont été emprisonnés, torturés ou déportés, 17 000 ont été exécutés et deux millions ont préféré l'exil. Depuis la fin des années 80 et la fin de l'aide du grand frère soviétique, de plus en plus de Cubains mènent une résistance pacifique bien que beaucoup aient été taxés de « suppôts de l'impérialisme américain » ou d'être « manipulés par la CIA ». Pourtant, depuis le printemps de Cuba, plus personne ne peut ignorer la répression castriste et l'état de l'opinion internationale change. Aujourd'hui, chacun des 75 captifs cubains est parrainé par un parlementaire français et chaque mardi, une manifestation est organisée devant l'ambassade cubaine. Il faut porter ces revendications aux plus haut niveau. La remise par l'UNESCO à Raoul Rivero du Prix de la liberté de la presse va dans ce sens.